Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-725** **15/09/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 9

Objet : Appel à candidatures : 9 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles :

1 poste de chargé(e) de mission "conservation ex-situ" (catégorie A) à HYERES (83).

Conservatoire du Littoral :

1 poste de chargé(e) de mission pour sa délégation communication et mécénat (catégorie A ou agent contractuel) à PARIS (75).

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

1 poste de responsable de pôle (F/H) (catégorie A/A+) à MONTREUIL (93).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de délégué(e) interrégional adjoint Nord-Ouest (catégorie A+) à COMPIEGNE (60) susceptible d'évoluer sur la région d'Amiens à l'horizon 2018.

Office National des Forêts (ONF) :

1 poste de directeur(rice) de l'agence territoriale des Hautes-Pyrénées (catégorie A) à TARBES (65).

Parc National des Calanques :

1 poste de chargé(e) de mission police administrative (catégorie A) à MARSEILLE (13).

Parc Amazonien de Guyane :

1 poste de chargé(e) de développement local Papaïchton (catégorie B+ ou agent contractuel) à PAPAÏCHTON (Délégation territoriale du Maroni).

1 poste de responsable patrimoine - délégation du Maroni (F/H) (catégorie B) à MARIPASOULA (Délégation territoriale du Maroni).

Parc National de la Vanoise :

1 poste de chargé(e) de mission ingénierie financière et pilotage de projets européens ou complexes (catégorie A) à CHAMBERY (73).

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Conservatoire Botanique National Méditerranéen PORQUEROLLES	**OFFRE D'EMPLOI « Chargé de mission conservation ex-situ»**

Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles

APPEL A CANDIDATURES

Le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles recrute, par voie de mutation, de détachement ou de mise à disposition :

Un(e) chargé(e) de mission « conservation ex-situ »

Agent titulaire de catégorie A de la fonction publique

Poste à pourvoir le 1er décembre 2016

Présentation :

Le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles (CBNMed) est un établissement public, agréé par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer. La gestion administrative du Conservatoire Botanique est assurée par le Parc National de Port Cros.

Les principales activités du Conservatoire botanique national méditerranéen sont la connaissance et l'évaluation de la flore et des habitats naturels, la conservation des éléments rares et menacés de la flore sauvage et des habitats naturels, l'expertise auprès des services de l'Etat et des collectivités territoriales, l'information et la sensibilisation du public sur ces thématiques, ce à l'échelle du bassin méditerranéen continental français.
Organisé en plusieurs pôles : connaissance, conservation, expertises et systèmes d'information (SIG, Base de données), il exerce ses missions sur deux régions et les 9 départements suivants (66-11-34-48-30-84-13-83-06), grâce à une équipe de 18 personnes basées à son siège d'Hyères (83), à son Antenne Languedoc-Roussillon à Montpellier (34), et dans son bureau d'Antibes (06).

Situation du poste : Etablissement employeur :
Parc national de Port-Cros/Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles - 34 avenue Gambetta - 83400 Hyères.

Résidence administrative : Siège à Hyères (Var)

Missions :

Le chargé de mission, devra être polyvalent afin d'allier travail sur le terrain, en laboratoire et en bureau, il aura en charge :
Au sein du service « conservation » du Conservatoire botanique et en lien étroit avec le service « connaissance et expertise Flore et Habitats », il réalisera spécifiquement :

- la lise en œuvre d'outils pour la conservation des espèces : renforcement, introduction, réintroduction de populations, suivi de la reprise,
- la mise à jour régulière du catalogue séminal régional PACA,

- la réalisation d'opérations dans le cadre de mesures compensatoires (culture d'espèces protégées, réalisation d'itinéraire technique de germination, transplantation),
- la réalisation de protocoles pour le suivi scientifique d'espèces patrimoniales,
- les missions d'expertises sur la flore (protégée, patrimoniale),
- l'élaboration et la recherche de financements à travers le montage de programmes européens et par la réalisation de dossiers de subventions,
- l'encadrement de techniciens, de stagiaires et de services civiques,
- la rédaction d'articles scientifiques et de vulgarisation,
- le travail collaboratif sur le thème des végétaux locaux à travers les labels « Végétal local » et « Vraies messicoles »,
- l'amélioration de la base de données « Banque de graines » (conception de nouveaux modules, administration et gestion de la base) ; cette base est à faire évoluer à travers de nouveaux partenariats français et étrangers,
- l'analyse du contenu de la banque de semences (nombre de lots par espèces, nombre de provenance par espèces, nombre d'espèce protégées en PACA etc…) afin de définir une stratégie de récolte qui sera évolutive,
- l'évaluation de la viabilité des lots de semences conservés (mise en place de tests de germination en laboratoire),
- la caractérisation des traits morphologiques des graines conservées afin de constituer une base de données descriptives des semences conservées au CBNMed,
- les récoltes conservatoires de semences, l'élaboration des protocoles de récolte, le tri et le stockage des semences,
- l'élaboration des listes d'espèces à mettre en culture au jardin conservatoire.

Encadrement du technicien banque de semences / Pépinière basée à Porquerolles

Sous l'autorité du coordinateur du service « conservation », le chargé de mission veillera au bon déroulement des missions qui lui seront confiées (préparation, organisation et planification des opérations, rédaction et présentation des rapports d'études, respect des échéances et des budgets, …).

Le chargé de mission sera placé sous la responsabilité hiérarchique de la Conservatrice.

Profil recherché :

Expériences et compétences requises :

- Connaissance et expérience de très bon niveau dans le domaine de la conservation et de l'étude de la germination des graines (5 ans minimum dans un poste équivalent).
- Connaissances scientifiques dans les domaines de la botanique, de l'écologie et de la biologie de la conservation.
- Expérience dans la définition et la mise en œuvre de protocoles de suivis de la flore et de récolte de graines.
- Expérience en matière de conduite de projets et de relations partenariales.
- Connaissance des systèmes d'information géographiques et des outils d'analyse statistique.
- Expérience dans le domaine biogéographique méditerranéen.

Formation requise :

- Formation supérieure en biologie et écologie des milieux naturels (Master II ou équivalent).
- Solides connaissances en biologie végétale et en écologie de la germination.
- Connaissance approfondie de la flore méditerranéenne.
- Maîtrise des logiciels SIG (Arc GIS, MAPINFO….) et statistique (R).
- Utilisation des bases de données.

Qualités et aptitudes :

- Capacité d'analyse et de synthèse, rigueur.
- Bonnes qualités relationnelles, aptitude à travailler en équipe, autonomie et esprit d'initiative.
- Bonnes qualités d'expression orale et de communication.
- Goût pour le travail collaboratif en réseau et capacité d'adaptation.
- Prise de parole et tenue de réunions.
- Permis « B » exigé.

Modalités pratiques

Lieu de travail et résidence administrative : Poste basé à Hyères (Var) au siège du Conservatoire botanique et à l'unité technique à Porquerolles (3 jours par semaine) avec des déplacements sur le territoire d'agrément.
La prise de fonctions aura lieu le 1er décembre 2016.

Modalités du recrutement :

Le dossier de candidature, comprenant obligatoirement une lettre de candidature et un *curriculum vitae* détaillé, fera apparaître les compétences et les expériences du candidat dans les domaines d'activités visés et les motivations du candidat pour le poste.

L**es dossiers de candidature seront acceptés jusqu'au 5 novembre 2016.**

Adresse de réception des candidatures postales ou par courriel :

- Voie postale :

  Conservatoire Botanique National méditerranéen de Porquerolles (CBNMed)
  Recrutement chargé(e) de mission « Botaniste »
  34 avenue Gambetta
  83400 Hyères

- Voie courriel :

  Objet : Recrutement chargé(e) de mission « Botaniste »
  s.lochon-menseau@cbnmed.fr

RENSEIGNEMENTS

Sylvia Lochon-Menseau
Conservatrice
Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles
34, avenue Gambetta
83400 Hyères
Courriel : s.lochon-menseau@cbnmed.fr
Tél. : 04 94 16 61 40

République française

Conservatoire du littoral

Le Conservatoire du littoral

recrute un chargé de mission de catégorie « A» (H/F)

pour sa délégation communication et mécénat

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 166 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.
Les services nationaux sont composés de la direction de l'action foncière, de la direction de la gestion patrimoniale, du secrétariat général, de la délégation communication et mécénat et de la délégation Europe/International.

Description de l'environnement du poste

La délégation à la communication et au mécénat est chargée, en relation avec la direction et avec l'appui des délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de communication destinés à faire connaitre, valoriser les sites du Conservatoire et les actions entreprises en lien avec les partenaires. Elle gère également le volet « mécénat » avec l'animation d'une dizaine d'entreprises mécènes engagées auprès du Conservatoire sur des projets de valorisation des actions et des sites.
La sensibilisation du public et des visiteurs des sites aux enjeux du littoral et à l'action du Conservatoire constitue l'une des orientations stratégiques du contrat d'objectifs 2016-2020. Le Conservatoire cherche donc à consolider sa communication en direction du public en collaboration avec ses différents partenaires.

Description des missions

Dans ce contexte, le Conservatoire du littoral recherche un agent de catégorie A pour :

- animer le réseau de correspondants communication des délégations de rivages
- soutenir les délégations de rivages dans l'organisation d'évènements locaux sur les sites du Conservatoire en lien avec les gestionnaires

Corderie Royale
CS 10137
17306 ROCHEFORT Cedex
Tél. 05 46 84 72 50
Télécopie 05 46 84 72 79
www.conservatoire-du-littoral.fr

- venir en soutien aux délégations de rivages pour les aspects rédactionnels des éléments de communication de ces évènements (cartons d'invitation, dossiers de presse, communiqués de presse)
- prendre en charge la conception graphique de ces éléments et le suivi de leur réalisation en impression
- prendre en charge, en lien avec les délégations de rivages et les gestionnaires, l'organisation de la participation du Conservatoire aux manifestations nationales annuelles: Fête de la Nature, Fête de la Gastronomie, Journées du patrimoine…
- fournir aux maisons de sites une information régulière et de qualité sur l'action du Conservatoire et en particulier sur les enjeux liés au changement climatique sur le littoral mais aussi sur la biodiversité, le paysage, le patrimoine culturel…
- organiser une veille « communication » des réseaux d'établissements ou associations tels LPO, AE, AFB, ONCFS, ONF, GSDF… afin d'optimiser les sujets délivrés vers le grand public

- animer les réseaux sociaux de l'établissement (Facebook, Instagram…)

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

La délégation communication et mécénat est composée d'une déléguée et de deux chargés de mission.

Le chargé de mission est placé sous l'autorité hiérarchique de la déléguée à la communication et au mécénat.
Il est en relation fonctionnelle avec les services nationaux à Rochefort et les délégations de rivages.

Profil et compétences requis

- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse
- Maîtrise des outils de graphisme (logiciels inDesign, Illustrator et Photoshop) et des stratégies de l'information et de la communication
- Expérience principale d'élaboration graphique de documents de communication
- Connaissances du fonctionnement des institutions (Etat et collectivités territoriales)
- Capacités d'initiative, d'autonomie et de gestion des priorités
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode
- Aisance relationnelle et sens du travail en équipe
- Connaissance du secteur de l'environnement appréciée.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A, fonctionnaire en détachement ou, à défaut, agent contractuel en contrat à durée déterminée.

Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Date de prise de fonction et lieu d'affectation

Le poste est à pourvoir à partir du 1er décembre 2016
Il est localisé à Paris (75014).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation, dernier arrêté de situation administrative et copie des diplômes), sont à adresser, **au plus tard le 24 octobre 2016.**

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale – CS 10137 – 17306 Rochefort cedex
Tel. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste

Anne KONITZ, déléguée à la communication et au mécénat
a.konitz@conservatoire-du-littoral.fr
Tel. : 01.44.63.56.60

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Pôle « vins et boissons spiritueuses »
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93555 Montreuil-sous-Bois

Responsable du pôle (F/H)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A, A+ (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 3</td><td>Groupe RIFSEEP/Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public administratif chargé de la mise en œuvre du dispositif relatif aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance, suivi contrôle et protection des SIQO
- Protection du foncier agricole sous SIQO
- Promotion des concepts et information</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Les responsables de pôles « Filières » sont les experts de référence de chaque filière et ont comme principales missions d'être les interlocuteurs nationaux des professionnels et des administrations dans leur secteur. Ils sont les partenaires des Présidents de comités nationaux, et des membres de ceux-ci. Ils préparent, sous l'autorité de la direction, les séances de ces comités et d'autres réunions sectorielles.
Ils sont responsables de l'organisation, du fonctionnement et de l'accomplissement des missions du pôle « Filières » dont ils ont la charge.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le pôle est principalement chargé :
- De l'appui technique et règlementaire auprès des services de l'Institut pour les dossiers AOP, IGP et IG boissons spiritueuses gérés par le service. Cet appui peut être direct ou dans le cadre de l'animation de réseaux de compétences ;
- De l'expertise des dossiers des SIQO relevant de sa compétence, en liaison avec les délégations territoriales de l'INAO et les services des ministères chargés de l'agriculture et de la consommation ;
- De la présentation des dossiers au comité national compétent de l'INAO, de la mise en œuvre et du suivi de ses décisions tant au niveau national que communautaire ;
- De la veille technique et règlementaire relative aux produits et à sa filière.
Le responsable de pôle :
- Assure l'encadrement fonctionnel et hiérarchique des agents du pôle ;
- Participe à la définition des objectifs nationaux et de son service ;
- Participe à la gestion des relations avec les administrations et les professionnels ;
- Développe l'expertise technique et économique du pôle ;
- Participe à la conception des procédures ;
- Veille au respect des dispositions légales ou réglementaires, des procédures et instructions, des délais et priorités ;
- Peut être amené à représenter l'établissement vis à vis de l'extérieur.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Administrations, unités territoriales de l'INAO, organisations professionnelles, professionnels membres du comité national des appellations d'origines relatives aux vins et aux boissons alcoolisées, et du comité national des indications géographiques protégées relatives aux vins et aux cidres</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, de la législation et de la réglementation relatives au domaine de compétence du pôle, des missions et du fonctionnement de l'INAO, des SIQO.</td><td>Capacités managériales et d'autonomie ;
Capacités d'adaptation et d'initiative ;
Pilotage de projets, travail en équipe ;
Capacités d'analyse et de synthèse ;
Capacités de représentation ;
Discrétion et respect de la confidentialité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office National des Forêts
Direction territoriale Sud-Ouest

Directeur(rice) de l'Agence Territoriale des Hautes-Pyrénées

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 954
Catégorie A : ICPEF-IPEF-IDAE-IAE confirmé-Attaché hors classe-Attaché principal-Chef de mission</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation : A3</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="3">Situation du poste : vacant au 1er janvier 2017
Localisation du poste : Tarbes</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Agence assurant la gestion de 70 000 ha de forêts publiques principalement propriétés des collectivités (7 000 ha en domanial, 63 000 ha en communal), à enjeux variés de production, de protection et d'accueil du public. Hêtraie Sapinière en montagne (58 000 ha), Chêne, feuillus divers, plantations en plaine. Enjeux liés à l'environnement (forêt RTM, forêts de protection, Parc national des Pyrénées), à l'activité touristique et au pastoralisme.
L'agence compte 60 personnels fonctionnaires- cible 2016 atteinte -, 3 Unités Territoriales stabilisées au 1/1/2015 (14, 12 et 11 triages), un Service Forêt comprenant le Pôle Aménagement-Animation sylvicole, le Pôle SAM, le Pôle Foncier-SIG, un Service Bois (qui travaille en articulation avec le service bois des Pyrénées Atlantiques ; le service des affaires générales est placé sous l'autorité directe du Directeur.
Elle travaille en lien avec les directions fonctionnelles et les structures spécialisées de la DTSO. (dans le cadre du projet de réorganisation des territoires ONF, prochaine intégration de l'agence en DT Midi Méditerranée)</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Atteinte des objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la direction territoriale de rattachement et l'agence : aménagements forestiers, récolte et commercialisation des bois, respect des engagements environnementaux, développement et équilibre des activités conventionnelles.

Forts enjeux liés à la mobilisation des bois (notamment en FC), au renouvellement des peuplements (dont équilibre agro-sylvo-cynégétique), au développement du BF / Contrat en FC.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter

Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Organisation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des contrats d'action avec les Unités territoriales et les Services.
Management des personnels de l'agence. Forte implication nécessaire dans la production pour suppléer les cadres fonctionnels. Connaissance du fonctionnement et des procédures ONF hautement souhaitable en l'absence de Secrétaire Général.

Relations avec les représentants de l'État, le Conseil Départemental, l'association départementale des communes forestières, et les élus dans le contexte spécifique du territoire Midi Pyrénées.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes ;
- Qualités relationnelles et disponibilité ;
- Parfaite connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF.</td><td>- Compétences en animation et management d'équipe ;
- Capacités de dialogue et de négociation ;
- Relationnel avec les élus ;
- Simplifier et donner du sens.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Hélène FAVAREL, Directrice Territoriale Sud Ouest – Tél. : 05.62.73.55.08
helene.favarel@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement (PNA ou détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A+ Ingénieur des Ponts, des Eaux et Forêts Ingénieur Divisionnaire de l'Agriculture et de l'Environnement
Fonction :	**Délégué interrégional adjoint Nord-Ouest (h/f)**
Affectation :	Délégation interrégionale Nord-Ouest
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du délégué interrégional
Résidence administrative :	Compiègne (60200) – susceptible d'évoluer sur la région d'Amiens à l'horizon 2018
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques est un établissement public à caractère administratif créé en 2007 et placé sous tutelle du ministère chargé de l'Ecologie. Il est organisé selon trois niveaux géographiques : siège, délégations interrégionales et services départementaux. Il dispose d'un effectif d'environ 860 agents et d'un budget de 180 M€.

L'Onema conduit des missions d'intérêt général telles que l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques ainsi que le contrôle de leurs usages, la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, leur mise à disposition du public et enfin la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

Il intervient sur le territoire métropolitain aux côtés de ses partenaires, notamment les services déconcentrés de l'État en région et département, les opérateurs de l'État dont principalement les agences de l'eau, ou encore les parquets.

Le ressort géographique de la délégation Nord-Ouest s'étend sur deux bassins hydrographiques (Artois-Picardie et Seine-Normandie) et 3 régions (Normandie, Hauts de France, Île-de-France), regroupant 18 départements dont ceux de « Paris-Petite couronne ». Disposant une façade maritime de 800 km, ce territoire, également frontalier avec la Belgique, comprend des densités de populations élevées et dénombre 7 Cours d'Appel et 37 TGI (dont respectivement 2 et 10 en IdF). L'effectif de la délégation interrégionale est composé d'environ 80 agents répartis sur 14 sites.

L'Onema est en outre directement concerné, à l'horizon du 1er janvier 2017, par la création de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB). Il en est l'un des établissements fondateurs aux côtés de l'Agence des Aires Marines Protégées, de l'établissement Parcs Nationaux de France et de l'Atelier Technique des Espaces Naturels. A cet égard, la mise en place de l'AFB conduira à redéfinir l'organisation territoriale de la délégation Nord-Ouest, dans la mesure où une direction régionale spécifique à l'Île-de-France sera créée. Dès lors, le poste de délégué interrégional adjoint a vocation à évoluer vers un poste de directeur interrégional adjoint Nord-Ouest (Normandie - Hauts de France).

La création de l'AFB apportera également des évolutions en ce qui concerne l'animation territoriale avec les partenaires locaux (émergences d'Agences Régionales pour la Biodiversité aux côtés de

directions [inter]régionales de l'AFB) et en matière de mutualisation de missions et moyens avec les services territoriaux de l'ONCFS, établissement restant hors périmètre AFB.

Mission :

Le délégué interrégional adjoint Nord-Ouest seconde le délégué interrégional sur l'ensemble de ses missions. Il assure la représentation du délégué dans les réunions et instances stratégiques (secrétariat technique et comité de bassin, missions interservices de l'eau et de la nature, etc.), ainsi qu'auprès des parquets généraux, magistrats des TGI, préfets de régions et de départements, préfet de façade, directeurs des services déconcentrés de l'État (DREAL, DDT-M, DIRM).

Il l'assiste dans la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement, déclinée par la programmation d'activités en lien avec le contrat d'objectifs 2013-2018, ainsi que dans le développement des ressources managériales en application du référentiel établi en 2014 et dans le développement de compétences (« mosaïque des compétences »). Il contribue ainsi au management des 4 unités de la délégation, de l'unité spécialisée « migrateurs », de 10 services départementaux et, jusqu'à leur intégration à la direction régionale Île-de-France de l'AFB, de 2 services interdépartementaux.

Il dirige en outre l'unité « Appui aux Politiques de l'Eau », laquelle sera regroupée avec l'unité « Contrôle des Usages » à la création de l'AFB pour former le Service « Police », placé sous sa responsabilité.

Le délégué adjoint assure l'intérim du délégué pour l'intégralité des missions qui lui sont dévolues et dispose pour cela d'une délégation de signature.

Il l'assiste et le conseille dans les relations partenariales engagées dans le cadre de la préfiguration de l'AFB, en particulier auprès des préfets de régions et conseils régionaux.

Il participe à la préparation du dispositif de mutualisation avec l'ONCFS et concourt à sa mise en œuvre.

Il prépare le rapportage d'activité et le contrôle de gestion de la Délégation Nord-Ouest.

Il concourt à la gestion et aux arbitrages budgétaires de la délégation pour un budget annuel d'un montant de 785 k€, dont 670 k€ de fonctionnement.

Activités principales :

Contribution au pilotage des activités :

- Seconder le délégué interrégional, assurer son intérim ;

- Participer à la mise en œuvre de la stratégie générale de l'établissement et accompagner l'entrée dans l'AFB ;

- Partager la responsabilité de la définition, de la mise en œuvre et du suivi du programme d'activité de la délégation en s'appropriant la programmation nationale en lien avec les directions du siège ;

- Collaborer à l'organisation et à la direction de la délégation interrégionale, en particulier en matière de management, de gestion budgétaire, des aspects financiers (hors salaires) et matériels, de gestion du personnel en lien avec le Secrétariat général, de conception des procédures et de leur évaluation ;

- Apporter un appui au délégué en matière de préparation et de réalisation des entretiens professionnels et de formation des chefs de service départementaux et des responsables d'unité, identifier les besoins en compétences ;

- Diriger l'unité « Appui aux politiques de l'eau » de la délégation et piloter son regroupement avec l'unité « Contrôles des usages » à l'entrée dans l'AFB ;

Représentation de l'établissement :

- Représenter la délégation dans les divers groupes de travail techniques du champ d'intervention de l'Onema, y compris à l'international ;

- Participer à la déclinaison des politiques contractuelles de l'Onema via l'animation des conventions locales de coopération ;

Gestion de projets et pilotage de l'action régalienne :

- Piloter l'activité d'appui technique aux acteurs chargés de la mise en œuvre de l'action régalienne dans les domaines de l'eau et la biodiversité, en veillant à l'appropriation interne des outils nationaux ;

- Coordonner et évaluer la mise en place de la démarche de progrès en matière de contrôle des usages;

- Assurer la direction de projets transversaux complexes ;

- Concourir à la planification de bassin Artois-Picardie et apporter un appui à la DR-IdF de l'AFB chargée de coordonner l'action de l'établissement sur l'ensemble du bassin Seine-Normandie ;

Installation de l'AFB :

- Contribuer à l'organisation technique, administrative et géographique de la future direction interrégionale en veillant à développer la transversalité interservices ;

- Participer au développement de partenariats, en particulier dans la perspective de l'émergence des ARB ;

- Participer au transfert de moyens et compétences vers la direction régionale Île-de-France de l'AFB et, le cas échéant, accompagner sa consolidation ;

- Préparer la mutualisation avec l'ONCFS suivant les modalités définies par les deux établissements et concourir à sa mise en œuvre ;

Contribution aux projets nationaux et à la communication :

- Apporter son concours aux directions métiers en participants à des groupes de travail nationaux relevant de son domaine de compétences ;

- Contribuer à la formation continue de l'établissement ;

- Contribuer à la mise en œuvre des démarches qualité, hygiène et sécurité et écoresponsabilité engagées par l'établissement ;

- Préparer le rapport annuel d'activité de la délégation et contribuer aux démarches éditoriales engagées par l'Onema en lien avec la Délégation à la communication du Secrétariat général ;

- Contribuer aux actions pilotées par le délégué en termes d'accompagnement au changement.

Relations liées au poste

Relations internes

Unités, services territoriaux de la délégation
Direction générale, Secrétariat général, directions du siège, chefs de départements et de projets, délégués régionaux et interrégionaux, adjoints et chefs d'unité
Pôles scientifiques et techniques, groupes de travail
Antenne de façade, Parcs naturels marins (AFB)

Relations externes

Préfets de régions et de départements, préfet de façade
Magistrats des cours d'appel et TGI
Services déconcentrés et opérateurs de l'État (DREAL, DDT-M, DIRM, agences de l'eau, ONCFS, ONF, Cerema, Conservatoire du littoral, etc.)
Collectivités territoriales et locales
Chambres consulaires et représentations professionnelles (chambres d'agriculture, CRPF, CRPMEM)
Associations de protection de la nature, bureaux d'études
Commission Internationale de l'Escaut (France, Belgique, Pays-Bas)
Médias

Profil recherché

Expérience de l'administration et du management public, ou aptitude à développer ces compétences
Expérience managériale souhaitée

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissances techniques indispensables dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques
- Connaissance du droit de l'eau et de la réglementation
- Connaissance des principes de comptabilité publique
- Connaissances des techniques de management

Savoir-faire opérationnel
- Capacité à travailler en équipe
- Maîtrise de la conduite de projets et de l'animation d'une équipe projet
- Capacité à mettre en œuvre une stratégie et des objectifs
- Aptitudes rédactionnelles, d'animation de réunion, capacité à rendre compte
- Capacité à gérer les conflits
- Aptitude à la négociation et savoir s'adapter à différents publics
- Maîtrise de l'outil informatique

Savoir-être professionnel
- Sens du service public
- Adaptabilité à un contexte technique et institutionnel évolutif (ouverture aux domaines de la biodiversité terrestre et marine)
- Capacité d'organisation et sens des priorités, savoir anticiper
- Capacités pédagogiques et de vulgarisation des sujets techniques
- Autonomie
- Grande disponibilité
- Sens des relations publiques et de la communication

Autre
- Possession du permis B (déplacements fréquents)

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DIR1/ADJ/F** par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 septembre 2016

Parc national des Calanques

Appel à candidature
Chargé de mission police administrative

Contexte

Le Parc national des Calanques est un établissement public créé en avril 2012, placé sous la tutelle du ministère de l'Ecologie, de l'Energie et de la Mer. Il est en phase de développement et de structuration. Le (la) titulaire du poste prendra donc part, au sein de l'équipe en place, à l'expérience enrichissante de contribuer au fonctionnement d'un service récent, en cours de déploiement.
Le Parc national des Calanques est chargé de missions de protection des patrimoines naturels, culturels, paysagers, et d'accueil du public, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9 000 ha et un cœur marin de 45 000 ha. Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique d'une grande métropole européenne, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour concilier la préservation des patrimoines et la coexistence de multiples activités humaines.

Profil recherché

Poste de catégorie A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.
Création de poste, à temps complet.

Positionnement du poste

Le (la) titulaire du poste est hiérarchiquement rattaché(e) au Responsable de la mission « police et risque ».

La Mission « Police et risque » comprend un agent permanent : le Responsable de mission, et, en tant que de besoin, des personnels répondant à des besoins de renfort temporaire sur des thématiques données. Le Responsable de mission exerce une autorité fonctionnelle sur les personnels chargés de missions de police de l'environnement (police administrative et judiciaire). Ceci concerne l'ensemble des phases, de l'instruction au contrôle.

Le (la) titulaire du poste travaille en lien étroit avec les pôles qui assurent la maitrise d'ouvrage des thématiques techniques et les secteurs territoriaux.

Missions principales

Le (la) titulaire du poste est chargé, sous l'autorité du Responsable de mission, de produire l'ensemble des actes de police administrative de l'établissement et de conduire une démarche de progrès visant à une optimisation du processus d'instruction des décisions individuelles. Il peut en outre assister le Responsable de mission dans ses attributions relatives à la mise en œuvre des missions de police judiciaire de l'établissement.

Activités principales

Le (la) titulaire du poste sera principalement chargé(e) sous l'autorité du Responsable de mission de :

1. Mettre en œuvre la police administrative de l'établissement en transversalité avec les pôles techniques et territoriaux :

Initier une démarche de progrès visant à refondre le processus d'instruction des décisions individuelles (autorisations, refus et avis conformes), concourant à une action intégrée sur le territoire et un accompagnement fin du pétitionnaire

Optimiser l'organisation interne :

Harmoniser le cadre d'instruction des décisions individuelles via un interlocuteur unique.
Instaurer un niveau de pré-validation avant mise à la signature.

Identifier les marges de progression et de rationalisation en matière d'instruction des demandes d'autorisations (réponses types, automatisation de certaines tâches, autorisation annuelle…).
Etablir une typologie des demandes et les hiérarchiser en fonction des enjeux.
Optimiser la répartition des tâches avec les pôles techniques qui restent en compétence sur le jugement de l'opportunité et des prescriptions techniques.
Prendre en compte dans la démarche globale la spécificité du régime des travaux, constructions, installations, du fait de sa complexité et de sa technicité.

Sécuriser juridiquement les actes :

S'assurer d'un niveau de qualité (fond / forme) homogène à l'échelle de l'établissement dans l'édiction des actes dérivés.
Stabiliser et valider avec les services instructeurs de droit commun les procédures administratives (pour chaque régime d'instruction relevant également de l'établissement PN Cal).

Améliorer la lisibilité des processus d'instruction (en interne et externe) ***:***

Point d'entrée unique (Directeur de l'établissement) et développement de la saisine numérique.
Améliorer la lisibilité des processus d'instruction pour les pétitionnaires.
Faire connaitre à l'externe les différents régimes, processus d'instructions et délais.
En interne, formaliser les relations/rôles/avis des pôles techniques et secteurs, développer les outils afférents (fiche navette…).

Déployer le nouveau processus d'instruction au sein de l'établissement, assurer l'instruction administrative et juridique ainsi qu'un rôle de guichet unique en transversalité avec les pôles techniques

Réceptionner la demande et en assurer l'instruction administrative et juridique.
Enregistrer le dossier entrant.
Déterminer le régime juridique applicable (sur la base du tableau des régimes d'autorisations en vigueur).
Vérifier la complétude de la demande, le cas échéant, notifier l'incomplétude et demander les compléments au pétitionnaire.
Accuser réception du dossier une fois complet, notifier les délais d'instruction et indiquer si l'absence de réponse de l'établissement vaut refus ou accord.
Transmettre pour instruction technique au(x) pôle(s) techniques concerné(s) et consulter l'unité territoriale et les autres pôles concernés.
Assurer le respect des délais de consultation interne et récupérer la synthèse des avis ; le cas échéant, fait inscrire le dossier en CS, CESC, et préparer une conférence interne d'instruction sur les dossiers complexes.
Assurer le cas échéant la consultation du public et la synthèse des avis rendus.
Rédiger l'autorisation et la proposer à la signature.
Assurer la publication au RAA, la notification au pétitionnaire, la transmission des copies.
Incrémenter le tableau de suivi en vue du rapportage.
Assurer l'information interne des pôles techniques et territoriaux et formuler le cas échant toute recommandation utile.
Réaliser l'archivage des dossiers.

Assurer en propre l'instruction technique de certains régimes (notamment manœuvre et exercice militaire, exercice d'entrainement des services de secours de police ou de douanes, manifestation aérienne).

Réaliser un plan de contrôle des autorisations administratives décliné en programme de contrôle

Identifier les stratégies de contrôle administratif prioritaires.
Créer et incrémenter un programme dynamique, assurer sa mise en œuvre, son suivi et son rapportage.
Apporter un appui aux agents chargés du contrôle dans la préparation de ces derniers et la rédaction des rapports de manquement.
Proposer à la signature du Directeur les mises en demeure et autres mesures de police administrative.
Etablir le cas échéant le lien avec les procédures judiciaires afférentes.
Assurer la formation des personnels.
Réaliser l'archivage des procédures.

Assister les pôles techniques dans l'édiction des règlementations et des actes recognitifs

Assister les pôles techniques dans la rédaction administrative et juridique des avis sur les documents, activités, travaux et aménagements qui doivent être compatibles avec la charte du Parc national des Calanques (L.331-4 III et L.331-14 II) et en assurer un suivi à l'échelle de l'établissement

Assister les pôles dans la rédaction des notes relatives aux doctrines et aux procédures d'instruction interservices

Réceptionne et informe les pôles sur les évolutions juridiques et la jurisprudence

Participer à la création et au déploiement d'outils de suivi et d'aide à la rédaction adaptés et partagés en lien avec la communauté des parcs nationaux et la future Agence Française de la Biodiversité

2. **Assister le Responsable de mission dans la mise en œuvre de police judiciaire**

Participer au suivi de la politique pénale de l'établissement public sous l'autorité du Parquet

Accompagner les services territoriaux dans la préparation des opérations de contrôle des usages

Participer au Groupe Opérationnel Calanques, groupe de travail inter Parc Nationaux Police, MISEN et représenter l'établissement en cas d'empêchement du Responsable de mission

Participer au groupe de travail interne relatif à la police judiciaire et assurer un role d'animation et d'assistance aux Inspecteurs de l'environnement de l'établissement

Activités spécifiques

Assurer en partie l'intérim du Responsable de mission et la continuité de service dans le domaine de la police de l'environnement.

Profil, compétences et connaissances requises

Le (la) titulaire du poste devra être titulaire d'un diplôme Bac + 5 et disposer d'une première expérience professionnelle.

- Connaissances en droit public, droit de l'environnement et de l'urbanisme et droit pénal
- Connaissances des institutions et des politiques publiques
- Rigueur (notamment respect les procédures et délais), discrétion et sens politique
- Esprit d'initiative et d'organisation
- Excellentes capacités rédactionnelles et de synthèse
- Sens du travail en équipe
- Capacité de négociation et d'animation (notamment démarche de progrès à conduire)
- Maîtrise des logiciels bureautiques et cartographiques
- Expérience professionnelle en police administrative, en gestion d'espaces naturels, ou en conduite de projet idéalement en démarche de progrès
- Intérêt pour les questions environnementales indispensable
- Compétences naturalistes appréciées
- Permis B

Localisation du poste

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée :

Le 15 décembre 2016.

Modalités de dépôt des candidatures

Indication à préciser : Candidature pour le poste de **Chargé de mission police administrative**
Merci d'adresser **pour le 31 octobre 2016 au plus tard**, une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et du dernier arrêté de situation administrative à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
Impasse Paradou - Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr
Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter :
Samuel CLERICI, Responsable de la Mission Police et risques, par mail : samuel.clerici@calanques-parcnational.fr
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien, à Marseille, le 15 novembre 2016.
La non-réception d'une convocation à l'entretien équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront néanmoins une réponse aux termes de la procédure.

FICHE DE POSTE
CHARGE(E) DE DEVELOPPEMENT LOCAL PAPAÏCHTON

Crée en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les cultures traditionnelles et d'organiser avec ses partenaires un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues au parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « de contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel et de participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national ».

Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les prérequis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Résidence administrative et familiale : Papaïchton (Délégation territoriale du Maroni - DTM)

Statut :
Poste de catégorie B+ ouvert prioritairement aux 3 fonctions publiques et par défaut aux contractuels de niveau équivalent.

Missions :
Sous l'autorité du chef de délégation territoriale du Maroni, encadré(e) par le responsable de la cellule développement local, la/le chargé(e) de développement met en œuvre sur la commune de Papaïchton les actions de développement socio-économique (artisanat, tourisme, agriculture, micro-économie…), de développement culturel et des projets transversaux définis par l'établissement. Elle/il sera amené(e) à piloter ou participer en mode projet à diverses actions et, dans ce cadre, aura des liens fonctionnels avec les chefs de services et les chargés de mission des services développement durable et patrimoines naturels et culturels.

- Elle/il travaille en lien permanent avec le responsable de la cellule développement local de la délégation. Elle/il participe avec les services à l'élaboration de la stratégie globale de l'établissement en matière de développement local et contribue à sa mise en œuvre.
- Elle/il :
  - met en œuvre les projets priorisés par la commune dans le cadre de la convention d'application de la charte du PAG, dans son champ de compétences. Dans ce cadre, elle/il pilote les projets « Genre et développement » et la source accompagne les projets spécifiques à l'antenne;
  - est chargé(e) du suivi sur le terrain des actions programmées dans le cadre de la convention d'application ;
  - accompagne la structuration de micro-filières (ex : artisanat, agriculture, tourisme).
    - Elle/il organise le soutien aux initiatives locales pour le développement économique, social et culturel. Elle.il apporte notamment un appui technique et administratif aux porteurs/porteuses de projets (montage et suivi des dossiers en particulier dans le cadre du programme LEADER et du dispositif microprojet, suivi des conventions de partenariat technique et financier, …).
    - Elle/il accompagne la structuration du tissu associatif local dans la définition de projets et activités menés sur le territoire.
    - Elle/il accompagne et appui l'agent de développement local sur l'ensemble des thématiques et projets, facilitant ainsi l'acquisition de nouvelles compétences techniques. Elle/il est le tuteur du VSC de l'antenne sur les thématiques liées au développement.
    - Elle/il entretient un lien permanent avec les partenaires locaux impliqués dans le développement durable et culturel (commune, associations, collectivités locales, écoles, etc.).
    - Elle/il participe à la réalisation de diagnostics territoriaux et de diagnostics participatifs pour évaluer les besoins, attentes et capacités des acteurs et actrices du territoire (populations, associations, collectivités…).

Polyvalent(e) et pragmatique, elle/il est autonome dans la mise en œuvre des actions qui lui sont confiées et apporte un soutien technique au responsable de la cellule développement.

Compétences :

- Formation BAC + 5 en développement local, développement rural, gestion de projet, développement économique ;
  - Expérience dans la création, conduite et gestion de projet ;
  - Expérience des processus de développement local et de développement durable ;
- Connaissance des concepts et outils de genre, une expérience professionnelle dans la thématique serait un plus
  - Maitrise des notions de gestion et suivi des financements issus des fonds structurel européen ;
- Connaissance de gestion et d'animation de réseaux;
- Connaissance du territoire du PAG et de ses spécificités culturelles ou de contextes équivalents ;
- Maitrise des outils informatiques bureautiques, la maitrise de logiciels de SIG constitue un avantage ;
- Permis B fortement souhaité.

Capacités :

- Sens des responsabilités et de l'organisation ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Autonomie dans l'organisation de son temps de travail et de ses tâches
- Capacité à générer une dynamique autour des projets
- Rigueur dans le suivi des dossiers ;
- Orientation sur les résultats
- Capacité d'écoute
- Aptitude à travailler dans un cadre multiculturel et respect des modes de vie
- Facilité d'intégration
- Aptitude à travailler en site isolé.

Date de prise de poste : 1er février 2017

Date limite de candidature : le 12 décembre 2016

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitæ) sont à adresser à l'attention de :
M. Gilles KLEITZ, Directeur du Parc amazonien de Guyane.
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

La candidature (lettre de motivation et curriculum vitæ) est à transmettre par courrier postal ou courriel à:
Marie-Claude RILOS, Responsable des ressources humaines :
recrutements@guyane-parcnational.fr
Tél 0594 29 12 52

Avec copie à

Gilles FARNY, Chef de la Délégation Territoriale du Maroni
gilles.farny@guyane-parcnational.fr

Pour tout renseignement contacter :
Gilles FARNY, Chef de la Délégation Territoriale du Maroni
gilles.farny@guyane-parcnational.fr

Parc amazonien de Guyane
Parc national

FICHE DE POSTE

RESPONSABLE PATRIMOINE - DELEGATION DU MARONI
CHARGE POLICE DE LA NATURE

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les patrimoines naturels et culturels et d'organiser, avec ses partenaires, un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues au parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel » et « participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national ».
Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les prérequis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Résidence administrative : Maripasoula (délégation territoriale du Maroni)

Statut : Poste de **catégorie B** réservé aux titulaires de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale, assermenté et commissionné en tant qu'inspecteur de l'environnement.

Missions :
Sous l'autorité du Chef de délégation territoriale du Maroni, en lien avec le service Patrimoines naturels et culturels, le Responsable Patrimoine / chargé police de la nature :

- Coordonne pour la délégation les actions de surveillance du territoire, en lien avec l'adjoint aux antennes, le moniteur forestier coordinateur d'équipe de Papaïchton et le responsable de la surveillance du territoire en poste au Service Patrimoines naturels et culturels. Il est à ce titre membre de la Brigade Nature et impliqué dans les trois niveaux d'organisation : sensibilisation/information des publics, participation aux missions, organisation et direction des missions.

- Sous l'autorité du procureur de la République, il est chargé de missions de police judiciaire définies par la loi. Il est assermenté et commissionné pour rechercher et constater les infractions aux réglementations intéressant les parcs nationaux, les réserves naturelles, les espèces protégées, la circulation des véhicules à moteur, l'eau, la chasse, la pêche, ainsi que celles concernant l'activité aurifère, dont il coordonne l'activité de l'équipe de la délégation spécialisée dans la lutte contre l'orpaillage illégal. Dans ce cadre, il peut être appelé à effectuer des missions dans les autres délégations du parc amazonien, et il est l'interlocuteur privilégié des Forces armées guyanaises et des gendarmes en poste à Maripa-Soula.

- Collecte des informations et des données sur l'état des espèces, des habitats naturels, des milieux et des sites (archéologie). Il organise ou participe à la mise en œuvre des divers suivis ou programmes scientifiques conduits sur le territoire de la délégation. Il coordonne ainsi l'activité de l'ensemble des agents de la délégation intervenant sur les actions d'acquisition de connaissance ou de gestion des patrimoines.

- Explique les missions du Parc et son fonctionnement et met en œuvre ou coordonne des actions d'éducation à l'environnement. Il entretient un dialogue attentif avec les populations locales et les usagers du territoire pour remplir ses missions d'information et de police de l'environnement.

- Pour mener à bien ses différentes missions (police de la nature, connaissance des patrimoines et éducation à l'environnement), il s'appuie notamment sur les trois agents de l'équipe de la cellule

Patrimoines en poste à Maripa-Soula (cf. organigramme délégation), dont il assure le management intermédiaire.

Compétences :

- Maîtrise des textes et procédures juridiques (Code de l'environnement et Code minier).
- Commissionnement chasse, pêche, parc national, réserves naturelles, loi sur l'eau.
- Connaissance des techniques d'éducation à l'environnement.
- Connaissance des milieux naturels guyanais souhaitable.
- Connaissance du territoire, des populations, des milieux naturels de l'antenne ;
- Métier des préparations, conduites, encadrement et rapportage des expéditions terrain
- Compétences SIG et relevés GPS

Capacités :

- Sens des responsabilités, de l'obligation de discrétion;
- Capacité à travailler en équipe et très bonnes relations humaines, notamment en milieu multiculturel ;
- Autonomie et pédagogie ;
- Evaluation et gestion des risques, premiers secours ;
- Capacité à vivre et travailler en site isolé et à être autonome pour des expéditions en forêt amazonienne de plusieurs jours (bonne condition physique nécessaire).

Echéance de recrutement : 1er janvier 2017
Afin de tenir compte du contexte particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.

Date limite de candidature : 31 octobre 2016

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :

Mr Gilles KLEITZ
Directeur du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courrier postal ou courriel à :
Marie-Claude RILOS - Responsable des Ressources Humaines
recrutements@guyane-parcnational.fr

Copie à
Gilles FARNY - Chef de la Délégation du Maroni
Bertrand GOGUILLON – Chef du Service Patrimoine
Gilles.farny@guyane-parcnational.fr
Bertrand.goguillon@guyane-parcnational.fr

Parc national de la Vanoise

LE PARC NATIONAL DE LA VANOISE RECRUTE
A COMPTER DU 1er JANVIER 2017 UN(E)

CHARGÉ(E) DE MISSION

INGÉNIERIE FINANCIÈRE ET
PILOTAGE DE PROJETS EUROPÉENS OU COMPLEXES

Contexte du poste

Le Parc national de la Vanoise (PNV) est un établissement public à caractère administratif placé sous tutelle du ministère de l'environnement. Ses missions sont fixées par la Loi (articles L.331-1 et suivants du code de l'environnement) et peuvent être consultées sur leurs sites Internet.
L'établissement est organisé en un siège se situant à Chambéry et quatre secteurs géographiques situés dans les hautes vallées de Maurienne et de Tarentaise, à proximité du cœur.

Au cours des dernières années, le PNV s'est engagé dans plusieurs projets européens ou candidatures à des programmes (LIFE, ALCOTRA, PITEM, POIA...) en collaboration avec d'autres partenaires des Alpes françaises et transfrontaliers. La complexité des programmes, les exigences des suivi et de gestion administratives et des rendre-compte appellent à des savoir-faire professionnels dans les domaines de l'administratif (montages financiers, contrôle de gestion), du technique (compréhension des contenus des programmes liés à des missions du Parc) et de l'animation (assistance aux chefs de projets) pour développer et ancrer au sein des équipes la culture de la conduite de projets complexes et de programmes multi-partenaires, sur la base des programmes européens en cours ou des candidatures en projet.

L'établissement a commencé la professionnalisation de son équipe durant l'année 2016 en :

- créant une dynamique de projets et un accompagnement interne à la fonction de « chef de projet » auprès des chargés de missions concernés ;
- instaurant des méthodes de travail et en développant des outils et supports de pilotage, de suivi administratif et de gestion et de rapportage s'adressant à tous les agents impliqués dans un projet.

Parc national de la Vanoise
135 rue du docteur Julliand • BP 705 • 73007 Chambéry Cedex
Tél. +33 (0)4 79 62 30 54 • Fax : +33 (0)4 79 96 37 18
www.parcnational-vanoise.fr • accueil@parcnational-vanoise.fr

Il doit maintenant achever ce stade de l'acculturation et de la mise en place des méthodes et outils et ensuite les conforter pour les installer dans la durée.

Il doit aussi maintenir une veille sur les appels à projets et contribuer à l'élaboration des documents de programmation financière à tous niveaux (départemental, régional, national, européen). Il s'agit pour lui de continuer à accroître sa capacité à mobiliser des financements extérieurs, conformément aux attentes de la tutelle, pour élaborer et soutenir un programme d'activité pluriannuel de mise en œuvre de sa charte en lien avec les deux communes adhérentes et les communes ayant une partie de leur territoire en cœur du PNV : convention inter-régionale du massif des Alpes, contrats de projets État-Région, politiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département de la Savoie, mécénat, appels à projets, etc.

La fonction ayant vocation à être mutualisée avec d'autres parcs nationaux ou dans le cadre de la création de l'Agence Française de la Biodiversité, la durée du poste au sein de l'établissement public Parc national de la Vanoise est estimée à 3 ans.

Nature du poste, durée de l'engagement, conditions d'accès au poste et disponibilité

Poste de filière administrative ou technique, catégorie A, ouvert pour 3 ans.
Recrutement par voie de détachement d'un agent de la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale.
Prise de poste impérative avec exigence d'être opérationnel au 1er janvier 2017 au motif d'une obligation de continuité de service sur les fonctions et activités liées à la mission n°2 (voir ci-dessous).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est hiérarchiquement rattaché au directeur-adjoint afin d'assurer la transversalité inter-services nécessaire liées aux fonctions. Le poste est en relation privilégiée avec la secrétaire générale et son équipe et en relation permanente avec les responsables de pôles, les chefs de secteurs et les agents de leurs équipes concernés par les projets et programmes.
Le poste est basé au siège de l'établissement à Chambéry.

Missions et objectifs du poste

La personne aura pour mission de :

1. consolider l'acculturation du travail en mode projet, entretenir la dynamique interne, accompagner les chefs de projet ;
2. assurer le suivi administratif et les bilans des projets et programmes liés à des financements européens ;
3. être force de proposition et contribuer à une mutualisation de moyens et de savoir-faire en ingénierie financière, pilotage et gestion de projets complexes à différentes échelles (AFB,

réseaux des parcs nationaux voire d'autres gestionnaires d'espaces protégés ou remarquables, collectif des 3 parcs alpins) ;

4. accompagner la direction et les 3 pôles « métiers » (patrimoine, développement, communication) dans la mobilisation de financements extérieurs pour soutenir son futur programme pluriannuel de mise en œuvre de la charte approuvée en 2015 et accompagner plus spécifiquement le pôle communication dans l'élaboration d'une stratégie de mécénat.

Fonctions et activités

1 - Dynamique de la culture « mode projet » et accompagnement des équipes

L'agent prolongera les actions entreprises en 2016 pour conforter et asseoir dans la durée un fonctionnement en mode projet et donner aux chefs de projets et aux équipes savoir-faire et autonomie par :

- l'accompagnement et l'assistance aux chefs de projets dans la manière de travailler et de s'organiser sur les projets en cours (conventions d'application de la charte, programmes européens) ;
- la mise en place d'outils (procédures, tableaux de bord, supports de pilotage, notes méthodologiques, formations internes...) pour ancrer l'acculturation et aboutir à une autonomie des chefs de projets et des équipes.

2 - Suivi administratif et bilans des projets et programmes liés à des financements européens

L'agent continuera les actions entreprises en 2016 pour conforter et asseoir dans la durée le suivi administratif, l'édition des bilans et rapportages et la veille des échéances en vue de donner aux chefs de projets et aux équipes savoir-faire et autonomie par :

- la prise en charge du suivi, de la gestion et du contrôle administratif des programmes sur financements européens en cours ou dont une candidature a été déposée (LIFE « gyphelp », POIA « tourisme et marque », ALCOTRA « bouquetin ») et les programmes multi-partenaires en cours (« alpages sentinelles », « lacs sentinelles ») ; la production des bilans prévus aux prévus aux différentes étapes de la mise en œuvre des programmes ; la relation avec le chef de file du programme ;
- l'ajustement des outils de saisie, de suivi et de contrôle en place, la production des notes méthodologiques et de pilotage ; la formation aux agents concernés ;
- le soutien administratif et financier aux chefs de projets dans l'élaboration de candidatures ou des réponses à des appels à projets sur des financements européens ou des montages complexes.

3 - Mutualisation de moyens et de savoir-faire en ingénierie financière, pilotage et gestion de projets complexes à différentes échelles

L'agent contribuera à établir une politique de moyens et de savoir-faire mutualisés en ingénierie financière publique et privée, pilotage et de gestion de projets complexes à différentes échelles (AFB, réseaux des parcs nationaux voire d'autres gestionnaires d'espaces protégés ou remarquables, collectif des 3 parcs alpins) par :

- du conseil et des propositions à la direction du Parc,

- des échanges directs avec des agents sur des missions analogues dans d'autres établissements ou structures chargés d'espaces protégés ou remarquables (parcs nationaux, réserves naturelles nationales, parcs naturels régionaux, conservatoires d'espaces naturels...) et la participation à des groupes de travail ;
- la veille et la recherche d'expériences comparables dans différents réseaux ;
- la production de notes, rapports.

4 - Mobilisation de financements extérieurs

L'agent accompagnera :
- la responsable du pôle développement dans la recherche de financements publics pour le suivi financier du premier programme pluriannuel de mise en œuvre de la charte approuvée en 2015 en lui apportant conseil et assistance ;
- de manière subsidiaire les autres pôles « métiers » (patrimoine et communication) dans leurs contributions à l'élaboration du programme coordonné par le pôle développement ;

Par :
- la veille, la détection et l'analyse des opportunités que les sources de financements publics (État, région, département...) en place constituent pour abonder financièrement les projets de programmes ou d'actions du Parc dans ses différents métiers ;
- l'alerte et le conseil à la direction du Parc sur les opportunités à saisir et les discussions à entreprendre avec les bailleurs de fonds publics ;
- l'accompagnement des chefs de projets et chargés de mission ainsi que la mise en place d'outils (procédures, tableaux de bord, outils de saisie, notes méthodologiques, formations internes...) pour une acculturation et une autonomie progressive dans le montage de dossiers de demandes de subventions ;
- un travail en réseau (échange d'informations, incitation aux démarches collectives ou coordonnées) en fonction des échelles : Département de la Savoie, Région Auvergne-Rhône-Alpes, massif des Alpes, national.

Stratégie de mécénat

Par un soutien au pôle communication, l'agent contribuera à l'élaboration et au suivi d'une stratégie de mécénat par :
- la mise en place puis la consolidation des outils de prospection et de gestion (fichiers d'entreprises, de prospects et d'ambassadeurs) ; la création des argumentaires en cohérence avec l'action globale et les priorités stratégiques du Parc et la définition des contreparties potentielles pour les mécènes ;
- le recensement des projets pour lesquels un mécène est recherché et l'identification des mécènes cibles ; la prospection des mécènes, la création d'un vivier d'ambassadeurs et de prospects cibles ; une veille active sur les appels à projets (mécénats, fondations...) ;
- la fidélisation et le suivi des opérations de mécénat en coordonnant les relations, en suivant l'élaboration et la mise en œuvre des conventions de partenariat et en entretenant les relations.

Compétences requises

Connaissances techniques

- connaissance du monde et des mécanismes de la protection et de la gestion de la nature, des patrimoines et du développement durable,
- connaissance en montage et suivi de projets complexes,
- connaissance des dispositifs financiers européens, nationaux (régionaux un plus),
- connaissance des logiques et pratiques du mécénat,
- connaissance sur le fonctionnement budgétaire et financier d'un établissement public,
- connaissance des logiques de fonctionnement des collectivités et de l'articulation entre les domaines de compétence de l'État et des collectivités,
- maîtrise des outils de pilotage et des méthodes de travail en mode projet ou transversal,
- maîtrise des techniques liées à la relation et la négociation avec des partenaires publics ou privés,
- maîtrise de l'informatique bureautique, en particulier les tableurs.

Savoir-faire requis

- capacités d'initiative liée à une forte autonomie, d'anticipation, de réactivité, de disponibilité et de proximité, capacité à rendre des comptes,
- sens de la stratégie et du politique,
- grande rigueur administrative, pragmatisme,
- aptitude à gérer des situations complexes, des délais exigeants ou contraignants,
- aptitude à gérer simultanément plusieurs missions, fonctions et dossiers avec de nombreux interlocuteurs en interne et en externe,
- aptitude au travail en équipe permanent, l'animation, la coordination, l'écoute, la pédagogie, la médiation, à fédérer sur des projets, des démarches, des méthodes...
- qualités relationnelles et capacité à nouer en entretenir des partenariats.

Candidature

Le dossier comprendra :

- une lettre de motivation,
- un curriculum vitae,
- les 2 derniers entretiens d'évaluation,
- une fiche financière à jour.

Il est à adresser par courriel **au plus tard le 25 septembre 2016** à :
secretariat@vanoise-parcnational.fr

La direction sélectionnera au maximum 6 candidatures pour des entretiens qui se tiendront le **30 septembre** au siège de l'établissement à Chambéry**.**

Contacts : 04 79 62 89 61 ou 04 79 62 89 60